

USA : IBM à nouveau autorisé à passer des contrats fédéraux

La punition est donc levée. IBM est à nouveau autorisé à signer des contrats avec l'administration américaine. La sanction, rarissime, a finalement duré moins d'une semaine.

Rappelons que le [1er avril dernier](#), on apprenait ce bannissement (effectif depuis le 27 mars) dû à l'ouverture d'une enquête demandée par l'EPA, l'agence américaine de protection de l'environnement, suite à des présumées corruptions de ses membres en 2006, lors d'un appel d'offres de 80 millions de dollars de l'EPA pour moderniser les infrastructures de l'agence. Concrètement, IBM aurait violé le Federal Procurement Policy Act.

« Nous allons coopérer avec les enquêteurs, mais nous allons également prendre toutes les initiatives appropriées afin de contester et de réduire la portée de cette action », avait commenté le porte-parole d'IBM à Reuters.

Et visiblement, les mesures ont été les bonnes. IBM a ainsi limogé cinq salariés impliqués et indique continuer à collaborer avec l'EPA pour élucider complètement cette affaire. Car l'instruction suit son cours et IBM pourrait faire à nouveau face à des sanctions.

« IBM a annoncé aujourd'hui un accord avec l'EPA afin de mettre fin à la suspension temporaire empêchant IBM de participer aux affaires du nouveau gouvernement fédéral. En vigueur immédiatement, IBM reprend ses activités avec tous les organismes fédéraux – mettant fin à une suspension qui a commencé le 27 mars 2008. »

Pour mémoire, les contrats publics ont représenté l'an passé pour IBM 1,3 milliard de dollars, soit 1% de son chiffre d'affaires...